

Assemblée générale annuelle de la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ)

**La FPLQ compte sur le nouveau gouvernement du Québec pour qu'il s'assure qu'Ottawa respecte son engagement envers les producteurs laitiers et fromagers**

**Québec, le 16 avril 2014/CNW** – Le président de la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ) a profité de l'assemblée générale annuelle de la FPLQ pour féliciter le nouveau gouvernement pour son élection, tout en lui lançant le message suivant : « **Je rappelle au nouveau gouvernement du Québec que nous comptons sur son appui et son leadership pour que le gouvernement fédéral tienne son engagement de dédommager les producteurs de lait et les producteurs fromagers pour les pertes que causeront les importations supplémentaires de fromages européens sur le marché canadien** ». Rappelons qu'en octobre dernier, le Canada a donné son accord de principe à l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne, qui prévoit l'importation de 17 700 tonnes additionnelles de fromages d'Europe. Le gouvernement du Québec avait alors rendu son appui à l'Accord conditionnel à l'obtention d'un ensemble de mesures de compensations pour les producteurs laitiers et fromagers.

Par ailleurs, le Canada est activement engagé dans la négociation du Partenariat transpacifique (PTP), qui pourrait être conclu à tout moment. Les producteurs laitiers ont souvent exprimé leur inquiétude quant à l'effet domino que risque de provoquer la concession accordée à l'Europe dans l'AECG. Sachant que les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie réclament une libéralisation complète des marchés agricoles dans les négociations, leur niveau d'inquiétude est très élevé. « **À nos partenaires gouvernementaux québécois et canadiens, je vous rappelle que nous attendons de vous le respect de votre engagement à maintenir intégralement la gestion de l'offre. Tous les pays prennent les moyens qu'ils jugent appropriés pour soutenir leur secteur agricole, que ce soit par des subventions ou par des tarifs douaniers** » a rappelé le président de la FPLQ.

« **C'est grâce à notre fibre d'entrepreneurs, mais aussi en comprenant qu'on était plus forts ensemble, que nous, les producteurs de lait québécois et canadiens, on a bâti un système de mise en marché aussi unique et qui nous sert aussi bien. Nous sommes relativement à l'abri de la grande instabilité des marchés agricoles mondiaux. Nous obtenons un juste revenu du marché, prévisible et sans subventions. Je pense que je n'ai pas à vous dire que c'est une situation rare et exceptionnelle dans le secteur agricole** » a conclu M. Letendre.

M. Letendre déplore le fait que depuis l'accord de principe entre le Canada et l'Europe l'automne dernier, et avec la négociation du Partenariat transpacifique qui se poursuit, la pression que subissent les producteurs laitiers pour démanteler la gestion de l'offre et ouvrir leurs marchés soit de plus en plus forte. « **Selon nos critiques, la demande pour les produits laitiers dans les pays émergents, particulièrement en Asie, nous offrirait des perspectives de croissance rentable. Des occasions que nous allons manquer si nous ne réformons pas la gestion de l'offre. Je pense qu'ils portent des lunettes roses. Après 30 ans de ces beaux discours en faveur du libéralisme économique, est-ce que maintenant on a un marché parfait? L'État s'est-il retiré, intervient-il moins? Est-ce que le commerce se fait selon des règles équitables, à armes égales?**» a lancé M. Letendre.

Le président de la FPLQ rappelle que si certains gouvernements ont effectivement déréglementé des mécanismes qui permettraient aux producteurs d'aller chercher de meilleurs revenus dans le marché plutôt que dans la poche du contribuable, les subventions à l'agriculture, elles, ne se sont jamais aussi bien portées. Il cite l'Europe, qui dépense 60 milliards d'euros pour soutenir l'agriculture, ainsi que les États-Unis, qui viennent d'adopter un nouveau « Farm Bill » de près de 1000 milliards de dollars américains sur 10 ans. Les pays émergents ne sont pas en reste. La Chine aurait dépensé 165 milliards de dollars en subventions agricoles en 2012, une augmentation du soutien de 89 % depuis 2008.

**« Ces subventions, dans la plupart des cas, ne rendent pas les producteurs agricoles riches, mais elles permettent à l'industrie agroalimentaire d'être concurrentielle sur les marchés mondiaux et permettent aussi aux pays de maintenir une certaine sécurité alimentaire pour leurs citoyens. (...) Je ne vois pas pourquoi il serait plus répréhensible de protéger son marché pour une partie sensible de sa production agricole, plutôt que de la subventionner »** a ajouté Bruno Letendre.

**« Si on veut parler des vraies affaires, comme on l'a entendu beaucoup dire au cours des dernières semaines, ces jobs-là et ces retombées économiques-là, ce sont de vraies bonnes affaires. Des jobs que nous n'avons pas à créer à coup de centaines de millions d'investissements en dollars des contribuables. Un tient vaut mieux que deux tu l'auras »** a conclu M. Letendre.

Rappelons qu'au Québec seulement, le secteur laitier est à l'origine de 83 000 emplois, 5,5 milliards de dollars de contribution au PIB et 1,25 milliard de dollars de recettes fiscales. Au Canada, ce sont 220 000 emplois qui sont reliés au secteur laitier, 16,2 milliards de dollars versés au PIB et 3,2 milliards de recettes fiscales récoltées par les trois paliers de gouvernement, tout cela, sans qu'ils aient à verser un sou en subventions aux producteurs pour stabiliser et soutenir notre revenu.

## **À propos de la FPLQ**

La Fédération des producteurs de lait du Québec représente les 12 000 producteurs et productrices de lait et les 6 000 fermes laitières de la province.

- 30 -

Source : Jean Vigneault  
Directeur, Communications et  
vie syndicale  
Fédération des producteurs de  
lait du Québec

Informations : François Dumontier  
Conseiller, relations publiques  
et gouvernementales  
Fédération des producteurs de  
lait du Québec  
Cell. : 514 713-0530